

4

ACTUALITÉ

Défendre
la Sécu !

12

VIE SYNDICALE

Entretien avec
l'UNEF

14

ENTRETIEN

Éloi
Laurent

16

CULTURE / LOISIRS

Gérard
Mordillat

pour

RETRAITÉS



DOSSIER

Vaccins, entre espoirs et scandales

Besoin d'air

L'entrée dans le printemps qui devrait être synonyme de renouveau, nous replonge dans la crise sanitaire,



Benoît Teste
Secrétaire général de la FSU

encore et toujours. Envie de sortir, de se retrouver avec les beaux jours qui reviennent ? Ce sera pour plus tard, toujours plus tard. C'est la conséquence d'une pandémie inédite, bien sûr, mais c'est aussi la conséquence de politiques publiques qui continuent les suppressions de lits dans les hôpitaux ou encore qui ont proclamé le « vaccin bien commun »

tout en s'empressant de faire le contraire en se soumettant au bon vouloir des Big Pharma.

On attendrait aussi d'un printemps qu'il amène des idées neuves ; ce sont pourtant, à longueur d'antenne, les débats moisis portés par la droite et l'extrême droite que l'on entend, instrumentalisant la laïcité et hystérisant les débats qui traversent le monde universitaire et le mouvement social. C'est le printemps mais l'atmosphère est irrespirable...

Notre responsabilité est immense dans ce contexte. Il y a 150 printemps, les communardes et les communards dessinaient par leur combat les contours de nouveaux possibles. La meilleure célébration de cet anniversaire sera notre propre combativité : tenons bon sur nos principes et nos convictions, refaisons de ce moment le temps des cerises, le temps des luttes pour la justice sociale et environnementale, seules porteuses d'avenir.

► VUED'ACTU

- p. 3 Les retraités avec les actifs et les jeunes
Imposer un autre horizon
- p. 4 Bien commun des salariés actifs et retraités
75 ans après : défendre et reconquérir la Sécu !
- p. 5 Attaques sur le niveau de vie
Retraités plus nombreux et appauvris
- p. 5 Suède
L'exemple... à ne pas suivre !
- p. 6 Solidarité migrants
Éprouvantes traversées

► LEDOSSIER



p. 7 VACCINS, ENTRE ESPOIRS ET SCANDALES

► CULTURELOISIRS

- p. 11 Donner à lire, donner à voir
Étonnants voyageurs

► VIESYNDICALE

- p. 12 Entretien avec Mélanie Luce,
présidente de l'UNEF
Étudiants en souffrance
- p. 13 Action du 31 mars
La piqûre de rappel

► L'ENTRETIEN

- p. 14 Éloi Laurent
Et si la santé guidait le monde ?

► CULTURELOISIRS

- p. 16 La littérature, « une arme
pour parler de l'histoire »
Les Roses noires, Gérard Mordillat

POUR RETRAITÉS

Supplément à la revue *POUR* n° 231 d'avril 2021, revue de la Fédération syndicale unitaire (FSU), 104, rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas
Tél. : 01 41 63 27 30 - Fax : 01 41 63 15 48
Internet : www.fsu.fr - Mèl : fsu.nationale@fsu.fr - pour@fsu.fr
N° CP : 0725 S 07429 / N° ISSN : 1246-077 X
Directeur de la publication : Benoît Teste
Ce seizième pages a été coordonné par Marylène Cahouet, Jacques Lecoffre, Claude Rivé et Jean-Louis Viguier - Photo de couverture : © C.A.G. / Andrew Kuzmin / Romain Talon / Adobe Stock.com - Création et réalisation : C.A.G. Paris - Impression : L-Imprime

LES RETRAITÉS AVEC LES ACTIFS ET LES JEUNES

Imposer un autre horizon

Les conséquences dramatiques de la pandémie s'accumulent : décès, malades durement touchés, troubles psychiques, chômage, jeunes en détresse, pauvreté croissante... En toile de fond, la difficulté à se projeter en dépit des discours d'autosatisfaction du gouvernement.

Après la pénurie de masques, de tests, de respirateurs, de lits et de personnels, conséquences des politiques menées contre l'hôpital et la santé publics, la campagne de vaccination est chaotique. Macron décide sans débat démocratique préalable. La pénurie de vaccins montre les conséquences mortifères de la perte de souveraineté sanitaire de la France. Les laboratoires privés gouvernent (*cf.* le dossier) ! Les personnes en perte d'autonomie en EHPAD et à domicile, les soignant-e-s sont durement éprouvé-e-s. Malgré cette catastrophe prévisible, tant ce secteur est sinistré depuis des années, la

loi Grand Âge et Autonomie s'éloigne encore : Olivier Véran reconnaît « une incertitude sur la capacité » à faire voter une loi avant la fin du quinquennat tout en assurant qu'il veut « trouver des voies de contournement qui permettent d'arriver au même résultat », sans plus de précisions. Dans ce contexte, l'organisation par le HCFEA et la CNSA d'un séminaire sur les enseignements à tirer de la crise sanitaire pour l'autonomie peut être utile.

Contre les campagnes idéologiques

Focalisant l'attention, la dette sert d'instrument pour justifier l'aus-

térité et les coupes dans les services publics. Le report de 136 milliards de dette Covid sur la Sécurité sociale illustre le choix de faire payer les salarié-e-s (actifs et retraité-e-s) et d'affaiblir encore la Sécurité sociale, au profit des complémentaires et assurances privées. Pourtant, un État peut faire « rouler » sa dette ; il n'est pas tenu de la rembourser à l'échéance comme une entreprise ou un particulier.

Le gouvernement n'a pas renoncé à ses réformes régressives : celle de l'assurance chômage dimi-

nant la durée des indemnités alors que les suppressions d'emplois explosent, décisions dérisoires pour protéger l'environnement et contrer le réchauffement climatique... Et au nom de la crise sanitaire, aller travailler, consommer est permis, mais pas question de se retrouver ensemble dans les lieux culturels ou sportifs. Les mesures de confinement le seul week-end sont hautement symboliques d'une orientation coercitive. Enfin, la campagne idéologique s'intensifie : une compétition sur des terrains nauséabonds entre Macron et Le Pen en 2022 est mise en scène. Elle profite de l'absence actuelle d'une alternative progressiste.

Pour de nouveaux « jours heureux ».

Pour inverser le cours des choses

Des collaborations se renforcent entre retraité-e-s au sein du groupe des 9, entre retraité-e-s et jeunes, et avec les actifs. Ceux qui aiguisent les conflits de générations veulent créer un écran de fumée pour masquer la responsabilité de politiques antisociales. Seuls les privilégiés sont épargnés.

Rejetant la guerre des âges, défendant les services publics, la sécurité sociale, repoussant l'austérité, les mobilisations sociales au sein desquelles les retraité-e-s ont toute leur place sont essentielles. Elles contrarient de funestes régressions et contribuent à dessiner un autre avenir. Les retraité-e-s, pour leur part, ont montré le 31 mars que leur détermination reste entière. ❖

Marylène Cahouet
et Claude Rivé



BIEN COMMUN DES SALARIÉS ACTIFS ET RETRAITÉS

75 ans après : défendre et reconquérir la Sécu !

Si la crise sanitaire permet de mesurer l'efficacité de la Sécurité sociale, elle est aussi l'occasion et un prétexte pour porter de nouveaux coups à ses fondements.



© LaMark/AdobeStock.com

En 1945, à sa création, elle est financée par les cotisations et gérée par les assurés sociaux. Et dès cette époque le patronat n'a de cesse de mettre en cause ces deux volets. En 1990, la Contribution sociale généralisée (CSG) censée « diversifier » le financement de la Sécurité sociale modifie la nature de celui-ci en le faisant passer d'une cotisation sociale à un impôt. En 1995, avec la Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS), et l'Objectif natio-

nal des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) en 1997, le budget de la sécurité sociale est soumis aux règles austéritaires des différents gouvernements. C'est une véritable étatisation qui ne tient plus compte des besoins des assurés.

L'ordonnance du 4 octobre 1945 définit la Sécurité sociale comme un « service public dont la gestion est confiée aux usagers ». Les administrateurs sont élus par les assurés sociaux, les représentants des salariés sont deux fois plus nombreux que ceux des employeurs. Mais en 1967, de Gaulle avec le soutien du CNPF (devenu le MEDEF) et de FO remet en cause l'élection et institue le paritarisme (autant de patrons que de salariés), ce qui est pour Pierre Laroque « donner les clefs de la Sécu au patronat ». Les faits lui donnent raison : toutes les pires mesures, toutes les lois de financement

de la Sécurité sociale sont validées par ces conseils.

Il est urgent de revenir à des conseils d'administration élus tant au niveau national que local avec l'intégralité de leurs compétences.

Reconstruire la Sécu sur la cotisation et la gestion par les assurés sont des propositions fortes

portées par « *l'Appel pour que vive la Sécu !* »⁽¹⁾, adoptées lors des 75 ans de la Sécu le 2 octobre dernier à Saint-Étienne, par quarante-sept organisations dont la FSU et la FGR-FP. ❖

Jean Amar

(1) <https://www.petitionenligne.fr/pour-que-vive-la-secu>



Affiche des années 50 sur les valeurs de la Sécu.

VACCIN, OÙ ES-TU ?

Plus de 75 ans, 18 janvier 2021 : après dix mois de pandémie et la peur d'être contaminés par la Covid-19, nous pouvons être vaccinés en prenant notre rendez-vous dès ce jour.

Que nenni ! Pas assez de vaccins ! Pourtant le ministre nous l'avait dit ! Pendant plus de quatre semaines, j'essaie sans succès.

Toujours la même réponse : manque de vaccin mais on ne nous donne pas de date pour les prochaines livraisons. Au bout de quatre semaines, enfin un autre message : les prises de rendez-vous sont rouvertes, on peut rappeler. Je m'installe dans mon fauteuil et j'appelle sans cesse pendant deux bonnes heures, cette fois avec succès : une interlocutrice décroche et me donne les rendez-vous pour mes deux injections.

Je me sens soulagée, mais combien de personnes de 75 ans et plus restent encore au bord du chemin ?

Hélène Pougant

ATTAQUES SUR LE NIVEAU DE VIE

Retraités plus nombreux et appauvris

La part de la richesse nationale consacrée aux retraites est passée de 13,6 % en 2019 à 15,2 % en 2020. Cette hausse relance l'offensive contre les retraites.

C'est oublier que cette augmentation n'est pas due à une hausse des dépenses, mais à l'effondrement du PIB pendant la pandémie. Contrairement aux cadeaux fiscaux, aux aides sans contreparties... le pouvoir d'achat des pensions a baissé. Entre le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2020, l'indice des prix INSEE a augmenté de 12,93 %, le SMIC de 20,05 %, le salaire mensuel de base de 23,37 % et les pensions nettes de 8,60 %.

La DRESS⁽¹⁾ le reconnaît : « *Le taux de remplacement du salaire par la retraite⁽²⁾ continue de diminuer au fil des générations dans le secteur public. Cela pourrait traduire, pour partie au moins, les effets des*

réformes récentes des régimes de retraite ainsi que le gel du point d'indice.

Quelles perspectives ?

Pour le COR⁽³⁾, le rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités passerait de 1,7 en 2019 à 1,3 en 2070. Et la part des dépenses de retraite baisserait malgré le vieillissement de la population. Moins d'argent pour plus de pensionné-e-s⁽⁴⁾ ! En



euros constants, la pension croîtrait, mais moins vite que les revenus. Ainsi, la pension brute relative au revenu brut varierait entre

32,2 % et 36,9 % en 2070 (50,8 % actuellement).

Les contre-réformes n'ont donc pas fini leurs ravages !

Le niveau de vie moyen relatif des retraités par rapport aux actifs diminuerait pour s'établir entre 88 % et 92 % en 2040 et entre 75 % et 83 % en 2070. Face au décrochage social pro-

grammé, les retraité-e-s mobilisé-e-s depuis des années n'ont pas fini de se faire entendre ! ❖

Claude Rivé

(1) Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques des ministères sanitaires et sociaux, rapport 2020.

(2) Le rapport entre la pension et le dernier salaire perçu.

(3) Le Conseil d'orientation des retraites fait des prévisions à législation constante jusqu'en 2070 (Les retraité-e-s d'alors ont aujourd'hui entre 11 et 16 ans !)

(4) Le COR fait aussi l'hypothèse - hasardeuse - que les actifs attendront l'âge de fin de décote (63 ans et 8 mois en 2035) pour partir.

SUÈDE

L'exemple... à ne pas suivre !

En 1994, la Suède remplace son système de retraites par répartition (avec des pensions calculées à partir des salaires des quinze meilleures années) par un régime dit universel.

Chaque couronne cotisée ouvre les mêmes droits. L'âge légal de départ à la retraite est supprimé. Réforme érigée en modèle en France. Pour plus d'égalité ? De meilleures retraites pour les petits salaires ?

L'espérance de vie ayant augmenté, « *le capital amassé doit être partagé sur plus d'années* »⁽¹⁾ dénonce le syndicat des salarié-e-s de la finance et des assurances. Son calcul ? Les pensions sont passées de 61 % du dernier salaire à 47 %

(baisse compensée partiellement pour certain-e-s salarié-e-s en fonction d'accords collectifs.)

L'association féministe Tantpatrullen affirme : « *C'est un système qui privilégie les hommes, en bonne santé, éduqués, ayant de*

hauts salaires et capables de travailler pendant au moins quarante ans. Les femmes travaillent dans des professions moins bien rémunérées et s'arrêtent plus souvent pour s'occuper d'un parent ou d'un enfant malade »⁽¹⁾. Selon le bureau des statistiques, leur pension moyenne est inférieure de 27 % à celle des hommes.

« *Il n'était pas prévu que les pensions soient si basses quand le système a été mis en place* »⁽¹⁾ reconnaît le ministre de la Sécurité sociale.

Toute ressemblance avec des promesses entendues en France... ❖

Claude Rivé

Quel bilan 27 ans plus tard ?

« *Le législateur pensait que les Suédois décideraient de travailler plus longtemps pour accroître leur pension et améliorer leur situation financière* » explique l'agence suédoise des retraites⁽¹⁾ qui constate que tel n'a pas été le cas.



Colère des retraitées suédoises.

(1) Cité par *Le Monde*, 18/02/21.

SOLIDARITÉ MIGRANTS

Éprouvantes traversées

Les migrations sont constitutives de l'espèce humaine à la surface du globe, du nomadisme des chasseurs-cueilleurs de la préhistoire aux flux de celles et ceux qui fuient la misère du monde, et cherchent à se réfugier sur tous les continents.

Dans la période récente, la Méditerranée connaît des traversées massives et précaires au point d'apparaître comme un tombeau : au moins 20 000 morts depuis 2014... Ces flux traduisent l'âpreté de conflits durables, conflits militaires, guerres civiles très nombreuses qui frappent le Moyen-Orient et l'Afrique. Pour une grande partie d'entre eux, c'est le Royaume-Uni qui est au bout du rêve. Reste qu'un dernier obstacle, comme dans les mauvais récits, doit être franchi et qui semble anodin en termes de distance après les milliers de km souvent parcourus : les 27 km du détroit du Pas-de-Calais. Les falaises du Kent, bien visibles, semblent narguer les impétrants. Depuis 2016, un phénomène nouveau est apparu, celui du recours à des embarcations de fortune depuis les côtes françaises. Les moyens sophistiqués de contrôle au port de Calais (grillages, bar-



© Alkis Konstantinidis/REUTERS/AdobeStock.com

Tous humains, tous citoyens.

belés, détections multiples, forte présence policière) ont réorienté les choix des candidats à la traversée et des passeurs.

Or, cette faible distance est illusoire car les risques sont considérables. Les marées, d'intensité variable et accompagnées de courants ;

les vents pas forcément favorables et sujets à des renforcements subits ; le franchissement des deux « rails de navigation » dans le détroit le plus fréquenté du monde (environ 400 navires quotidiennement qui repèrent difficilement une trace de telles embarcations sur les outils de navigation). Moins de 600 tentatives de traversées avaient été recensées en 2018 ; 2 300 en 2019 et environ 10 000 en 2020. Beaucoup sont interceptées ou secourues en urgence, 640 seraient parvenues à rejoindre les côtes anglaises (173 en 2019) au prix de 12 décès. Un phénomène qui prend de l'ampleur, constaté sans grandes mesures préventives : les exilés sont soit pourchassés soit abandonnés au triste sort des « fortunes de mer ».

TRAVERSÉES MEURTRIÈRES EN MÉDITERRANÉE

En ce début 2021. Les traversées de migrants vers l'Europe se multiplient, ainsi que les naufrages. Déjà plus de 291 morts⁽¹⁾.

Fin janvier. 373 migrants secourus, près de la moitié sont mineurs, dont 21 bébés (- de 4 ans), 35 enfants (- de 15 ans) et 131 mineurs non accompagnés (MNA).

20 février. 41 migrants noyés.

28 février. Vingt disparus.

9 mars. Au large des côtes tunisiennes, au moins 39 morts noyés, 134 survivants. Près de Sfax : 70 personnes, dont quatre enfants, ramenées à terre.

L'Europe en accusation

Février 2021. L'OIM a appelé l'UE et ses États membres à prendre des mesures urgentes pour mettre fin aux refoulements, aux expulsions collectives et à l'usage de la violence contre les migrants et les réfugiés, y compris les enfants, aux frontières extérieures terrestres et maritimes de l'UE.

« L'usage excessif de la force et de la violence contre les civils est injustifiable, les refoulements et les expulsions collectives sont interdits en vertu du droit international et du droit communautaire ».

Michèle Olivain

(1) Source OIM/IOM, Organisation internationale pour les migrations, mi-mars 2021, <https://www.iom.int/fr>

Georges Bouchart



VACCINS, ENTRE ESPOIRS ET SCANDALES

Dossier réalisé par Dominique Balducci, Jacques Brillet, Marylène Cahouet, Maurice Cassier, Bernard Charlier, Jacques Lecoffre, Michèle Olivain, Daniel Rallet, Jean-Louis Viguier

Faire valoir la prévalence de la santé publique sur les droits privés.

Pour gagner contre la pandémie, la vaccination est un enjeu fondamental de santé publique. Chacun en perçoit l'acuité et ressent durement les carences d'accessibilité aux soins, subies au niveau individuel, au niveau de la société et plus largement pour l'ensemble de l'humanité.

Dans ce dossier, Sanofi illustre parfaitement les interrogations et contradictions. Cette entreprise n'a pas découvert de vaccin mais, bénéficiant du crédit impôt-recherche et de subventions pu-

bliques, a pour première priorité de garantir et renforcer les dividendes versés à l'actionnaire quitte à licencier des chercheurs.

Quelle est la hiérarchie des urgences et des priorités ? Comment les États, organisateurs et garants de la santé publique, interviennent-ils ou pas ?

Les vaccins contre le coronavirus sont développés aujourd'hui avec des milliards d'euros d'argent public. Les entreprises pharmaceutiques, après avoir refusé d'investir dans ces vaccins, se l'approprient et décident du prix et de l'offre, prix basé sur ce que le patient ou un pays veut bien payer, excluant de fait les pays les plus pauvres.

au titre de l'accord sur les Aspects des droits de propriétés intellectuelles liées au commerce (ADPIC) devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle permettrait de donner des ordres de fabrication de masse de vaccins, en suspendant temporairement non pas la propriété morale mais la production exclusive. Cette possibilité existe dans les accords pourtant si libéraux de Doha.

Solidarité entre les peuples

La crise est loin d'être terminée. Nous devons exiger la garantie d'un accès rapide et abordable aux vaccins, en faisant valoir la prévalence de la santé publique sur les droits privés.

S'il existe une obligation morale de rendre les vaccins et médicaments Covid-19 accessibles, n'oublions pas d'autres pandémies comme le paludisme, la lèpre qui ravagent encore des régions entières... mais pauvres. La solidarité est tout autant sociale qu'internationale. ❖

PAS SEUL-E-S À REVENDIQUER !

« Mettre en place une exemption temporaire sur les brevets, cela ne signifierait en aucun cas priver les innovateurs de quoi que ce soit. C'est comme durant la crise du SIDA ou pendant la guerre, les entreprises toucheront des royalties pour les produits qu'elles fabriquent... »

Dr Gebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé

Duplicité politique

Des politiques, comme la présidente de la commission européenne, revendiquent que le vaccin devienne un bien commun, mais refusent catégoriquement, comme le gouvernement français, toute dérogation temporaire aux obligations en matière de brevets

RÉVÉLATEURS DE CRISES

Les vaccins de la Covid-19

Pour obliger le gouvernement à changer de politique en matière de recherche et de production de médicaments, pour promouvoir une réelle démocratie sanitaire, augmentons la pression citoyenne.
Analyse de Maurice Cassier, CNRS, syndiqué SNCS-FSU.

Le développement et le déploiement des vaccins de la Covid révèlent pour la France des situations critiques dans plusieurs domaines :

- le financement insuffisant de la recherche fondamentale pour augmenter l'innovation ;
- les difficultés de mise en œuvre de la stratégie vaccinale et la faiblesse des moyens alloués à la santé publique ;
- l'approvisionnement en vaccins qui dépend du seul pouvoir des firmes qui défendent leur propriété intellectuelle et leur profit, avec les retards de livraisons qui se multiplient et qui hypothèquent le contrôle de l'épidémie.

Décrochage du financement public en France

Tous les économistes de la recherche et de l'innovation en conviennent : les vaccins développés pour la Covid-19 reposent sur une forte implication de la recherche fondamentale du secteur public de recherche et des universités, en collaboration avec des sociétés de biotechnologie et des firmes pharmaceutiques.

Le vaccin Moderna a été développé en coopération avec les chercheurs américains des *National Institutes of Health* (NIH). Le vaccin d'AstraZeneca est issu d'une technologie développée à l'Université d'Oxford. Or, en France, le Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre a mesuré le décrochage du financement public de la recherche en santé, - 28 % entre 2011 et 2018, comparé à l'Allemagne (+ 11 %) et au Royaume-Uni (+ 18 %). De surcroît, la recherche



Pas de profit sur la pandémie.

industrielle de Sanofi, susceptible d'interagir avec le secteur public de recherche, souffre d'un désinvestissement.

Errements et retards

La conduite de la stratégie vaccinale montre plusieurs défaillances. La décision de vacciner en priorité les populations vulnérables, en particulier les EHPAD et les personnes de plus de 75 ans en ville, a pâti du retard de la stratégie initiale « des petits pas », soucieuse de ne pas renforcer les réticences mesurées dans les sondages. Or les spécialistes de la santé publique indiquaient que les taux de vaccination en France sont en général élevés. La progression de l'adhésion de la population avec l'avancée des vaccinations leur donne raison. Mais la confiance croissante à l'égard des vaccins s'est vite heurtée à la gestion de la pénurie des doses qui arrivent

sous-traiter à de multiples opérateurs privés, sans parler de la sous-traitance du plan logistique confiée à McKinsey.

Changer de cap

Il est donc urgent de presser le gouvernement pour qu'il augmente fortement les crédits de la recherche publique en santé, qu'il recrute davantage de jeunes chercheurs, qu'il renforce les moyens de la santé publique, qu'il reprenne la main sur la production des vaccins en suspendant les brevets, en coordonnant directement les sites industriels, en créant des établissements publics de production. Il faut encore promouvoir une démocratie sanitaire avec les professionnels de santé, les patients, la Sécurité sociale, les syndicats. Pour tout cela, les mobilisations collectives sont décisives. Le 7 avril, ce sera la journée de mobilisation de l'Initiative Citoyenne Européenne « Pas de Profits sur la Pandémie »⁽¹⁾.

(1) www.fsu.fr

ÇA NE « PASS » PAS !

L'idée fait son chemin : la commission européenne planche sur une certification commune pour faciliter les déplacements, la France réfléchit à un « pass sanitaire » permettant, par exemple, d'aller dans les cinémas, restaurants, salles de sport... Subordonner à une vaccination non obligatoire, la possibilité d'accéder à telle ou telle prestation, est totalement incohérent. Mesure inquiétante puisqu'elle introduirait une discrimination entre vaccinés et non vaccinés. Alors que tout le monde n'a pas accès aux vaccins du fait de la pénurie, d'une organisation chaotique et, pour beaucoup, de la difficulté d'accès à l'inscription puis aux centres dédiés, on s'acheminerait vers une société à deux vitesses. Se posent ainsi les questions de l'égalité entre les citoyens et des restrictions de liberté.

BIG PHARMA

L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE

Créer un pôle public du médicament

La crise sanitaire remet en question le modèle de production des médicaments et des produits de santé par le secteur marchand. La pandémie est un révélateur de la politique libérale destructrice menée depuis des années contre le système de santé en France et dans le monde. La reprise en main par l'État de la production et de la distribution des médicaments s'impose.

Depuis plusieurs années, la pénurie de médicaments s'accroît en France. En 2020, l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament) a signalé 3 200 ruptures et tensions concernant toutes les catégories de médicaments : des antibiotiques aux traitements utilisés contre le VIH, les cancers, les vaccins (le BCG par exemple)... Cette situation est le résultat d'une délocalisation systématique des entreprises en Asie pour réduire les coûts salariaux. Le médicament est devenu une marchandise soumise à l'offre et à la demande et aux profits. L'industrie pharmaceutique néglige les marchés non rentables même s'il s'agit de molécules indispensables à la santé.

Comment en est-on arrivé là ?

L'industrie pharmaceutique est le secteur le plus « financiarisé » au monde. Alors que les chimistes et les biologistes dirigeaient auparavant ces entreprises, depuis 2005, la stratégie industrielle appartient aux financiers pour qui il s'agit d'occuper les parts de marché et répondre aux demandes des actionnaires. Ainsi, entre 1999 et 2017, le chiffre d'affaires des onze plus gros laboratoires a été multiplié par deux (395 milliards en 2017), à l'instar de Sanofi qui a versé 4 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2020. Dans le même temps, le groupe supprime 400 emplois dans le secteur Recherche dans le Val-de-Marne alors qu'il bénéficie du Crédit d'impôt recherche (CIR) de



© Kadmy / AdobeStock

150 millions par an soit 1,5 milliard en dix ans !

Les produits de santé doivent devenir « un bien public mondial »

L'absence de politique publique en matière de produits médicaux (manque de masques, de blouses de gel, de tests, de respirateurs, aujourd'hui de vaccins) nuit lourdement à l'efficacité de la lutte contre la pandémie. Il est insupportable que la santé dépende des choix financiers de quelques grandes entreprises. La création

d'un pôle public s'impose pour retrouver notre souveraineté en maîtrisant la recherche, la production et la diffusion des médicaments essentiels. Ce pôle public du médicament devra se doter d'outils que le gouvernement actuel refuse d'utiliser : le recours à la licence d'office, l'utilisation des pharmacies centrales des Armées et de l'Assistance Publique, la réquisition des laboratoires privés. Il doit permettre que la démocratie et la transparence s'exercent en mettant en place des structures dédiées et

Fonds publics pour produire des biens communs.

s'inscrire dans le cadre d'une politique de coopération au niveau européen voire mondial pour en finir avec les rapports de domination entre les pays riches et les pays pauvres.

Cette proposition est portée par de nombreux acteurs politiques, associatifs et syndicaux depuis plusieurs années. C'est un mandat de la FSU. Nous devons avec nos partenaires lui donner corps pour qu'il devienne une revendication partagée par les Français-e-s. ❖

NO PROFIT ON PANDEMIC UE

Une coalition européenne d'ONG, de syndicats, de politiques, d'experts... a lancé le 30 novembre 2020 une initiative citoyenne. Leur objectif est de mobiliser **1 million de signatures** d'au moins sept pays européens d'ici le mois de mai 2022 pour convaincre la commission européenne de prendre des mesures pour garantir un accès équitable aux vaccins et autres traitements et empêcher qu'ils ne deviennent sources de profits indécents pour l'industrie pharmaceutique.

Signez et faites signer : <https://eci.ec.europa.eu/015/public/#/screen/home>
ou <https://fsu.fr/campagne-vaccins-pas-de-profits-sur-la-pandemie>

UN ENJEU MONDIAL

La vaccination accessible partout

L'essentiel de la lutte contre la diffusion de la Covid-19 et son cortège de drames se joue sur le terrain de la vaccination. C'est le seul chemin pour entrevoir « la sortie du tunnel » et la possibilité d'un « après » débarrassé des mesures contraignantes portant atteinte à la vie elle-même.

L'espoir suscité résonne à l'unisson aux quatre coins du monde que le virus a percutés sans ménagement. Il n'est permis que si l'ensemble de la population mondiale trouve, par la vaccination, une immunité suffisante pour éviter l'émergence et la propagation de variants qui pourraient en briser net l'efficacité. On mesure ainsi l'urgence d'un processus vaccinal international qui n'oublie personne.

Au bilan des 200 millions de doses administrées fin février, le secrétaire général de l'ONU notait avec inquiétude que 130 pays n'en avaient reçu aucune et que dix pays seulement comptabilisaient 75 % des injections ; les pays du G7, qui n'hébergent que 10 % de la population mondiale, en ont réalisé 45 % ! Cette inégalité d'accès



© DK / AdobeStock

aux vaccins se double de disparités énormes selon les pays. Le cynisme est même atteint quand Israël refuse l'entrée de milliers de vaccins dans la bande de Gaza,

enclave palestinienne de deux millions d'habitants... Si l'accélération de la vaccination permet d'afficher à la mi-mars un nombre de doses administrées dépassant

les 400 millions (19/03, *Le Monde*), il demeure toujours autant d'injustices !

Devant l'exhortation de l'OMS à sortir du nationalisme vaccinal, des engagements en faveur d'une meilleure répartition des doses avec les pays pauvres ont été pris au sommet du G7 du 19 février 2021. Ils n'ont, pour l'heure, que peu de traduction. La démultiplication de la production des vaccins reste l'obstacle à franchir ! Pour prendre la pandémie de vitesse, il faut d'urgence permettre l'accès aux brevets et faire cesser la course aux profits.

S'impose également la vigilance pour que, dans chaque pays, France comprise, la répartition ne conduise pas à des privilèges ou abandons qui vont d'ailleurs souvent de pair... ❖

POUR CHANGER LA DONNE

La FSU agit

Lorsque l'enjeu sanitaire est planétaire, toutes les forces doivent converger et être mises en commun afin d'éradiquer au plus vite cette pandémie. Nous avons tous droit à la santé.

Aux côtés d'autres organisations syndicales, de partis politiques et d'associations, la FSU est

engagée dans une campagne en faveur des vaccins pour toutes et tous. Elle agit « pour que la re-

cherche publique ait les moyens suffisants pour mettre au point les vaccins et ainsi faire échec à la pénurie, à la marchandisation en cours et aux inégalités qu'elle engendre à travers le monde. Cela passe notamment par la mobilisation de tous les moyens de production possibles pour leur fabrication. Cela confirme la revendication de la FSU d'un pôle public du médicament ». (CDFN 3/02/21)

Pour donner corps à ces objectifs, il est nécessaire d'approfondir les processus et les étapes de transformation de l'existant. En amont de la préparation du congrès FSU 2022, et dans le cadre des collectifs qui portent cette volonté de transformation, les retraité-e-s avec les actifs doivent impulser débats, conférences, actions.

Dans l'immédiat, une démarche à faire : signer la pétition citoyenne « Pas de profits pour la pandémie » sur le site FSU/actions-campagnes : <https://fsu.fr/campagne-vaccins-pas-de-profits-sur-la-pandemie> ❖



« C'est dans la rue que ça s'passe ».

© DR

DONNER À LIRE, DONNER À VOIR

Étonnants voyageurs

La pandémie actuelle qui s'éternise et rebondit a entraîné confinements et couvre-feux et porte donc atteinte à toutes les formes de mobilité auxquelles nous sommes accoutumé-e-s voire addict-e-s. La sobriété énergétique proclamée y mettra-t-elle fin ?

Plus ou moins claquemurés, certains ont redécouvert, ou y ont été incités, un ouvrage classique adapté à la situation : *Voyage autour de ma chambre* de Xavier de Maistre publié en 1794 (en ligne sur Gallica). Quarante-deux jours d'assignation à résidence qui font redécouvrir les potentialités pour l'imagination de chaque objet et évidemment d'une bibliothèque même modeste. C'est une ode à la méditation. Dans un espace contraint, l'imagination vagabonde prend le pouvoir.

L'ouvrage a été vu aussi comme une parodie des récits de voyage, très nombreux et populaires au XVIII^e siècle. Le goût du voyage ne s'est guère démenti au fil des siècles, y compris dans ses dimensions mythologiques, qu'il s'agisse des tribulations d'Ulysse dans *l'Odyssée* ou de Sinbad le marin dans les *Mille et Une nuits*. On peut évoquer aussi l'enthousiasme pour les nouveaux mondes tel Chateaubriand ; le tourisme lettré de Victor Hugo ; les déambulations européennes puis africaines d'Arthur Rimbaud, *l'Homme aux semelles de vent...* À travers de nombreux ouvrages – *Bourlinguer* de Cendrars ; *Sur la route* de Kerouac ; *L'usage du monde* de Nicolas Bouvier... – un genre littéraire a fini par éclore et s'affirmer : le récit littéraire de voyage à travers le temps et l'espace.

Naissance du Festival « Étonnants voyageurs »

Michel Le Bris entouré d'amis, dont Christian Rolland, Maëtte Chantrel et Jean-Claude Izzo, décida de créer un festival à Saint-Malo en 1990 dédié à la thématique du voyage puis à une « Littérature-monde ». Le festival s'est étoffé et diversifié au fil des années. Naturellement centré autour du livre, au point de devenir le plus grand rassemblement de lecteurs de l'Hexagone après le salon du livre de Paris, ce fes-

tival s'est largement ouvert aux expositions de photos, films, documentaires, cuisines du monde complétés par d'innombrables débats et rencontres. Fort de son succès – environ 60 000 participants chaque week-end de Pentecôte – le festival s'est décliné aussi à l'étranger : Bamako, Dublin, Sarajevo, Port-au-Prince, Haïfa.

Des prix multiples qui impliquent les jeunes lecteurs

C'est en 2007, à partir d'un manifeste partagé, que le concept de « Littérature-monde » fut avancé pour se dégager de la francophonie. Un Grand prix de l'Imaginaire fut créé en 2010 et un prix Littérature-monde en 2014 pour un roman de langue française et un roman étranger traduit cadrant avec le concept. Des nouvelles émanant de lycéens et collégiens sont également récompensées. ❖ **Georges Bouchart**



Michel
Le Bris

© DR

Étonnants voyageurs ! quelles nobles histoires
Nous lisons dans vos yeux profonds comme les mers !
Montrez-nous les écrans de vos riches mémoires,
Ces bijoux merveilleux, faits d'astres et d'éthers.
Nous voulons voyager sans vapeur et sans voile !
Faites, pour égayer l'ennui de nos prisons,
Passer sur nos esprits, tendus comme une toile,
Vos souvenirs avec leurs cadres d'horizons.
Dites, qu'avez-vous vu ?

CHARLES BAUDELAIRE « LE VOYAGE », EXTRAIT DES « FLEURS DU MAL », 1861

À PROPOS DE L'AUTEUR +

Michel Le Bris (1944-2021). Breton du bord de mer, « pur produit de l'école républicaine », élevé dans et par les livres, il exerça de nombreuses activités. Écrivain – premier ouvrage remarqué un prophétique *L'Homme aux semelles de vent* –, éditeur, journaliste, militant d'extrême gauche (aventure de la Gauche Prolétarienne qui lui fit connaître la prison). Mais aussi grand connaisseur du romantisme allemand, du free-jazz, de la piraterie, des explorateurs...

Un de ses derniers propos lors d'une interview : « *L'aventure humaine c'est découvrir ce que l'on ne cherche pas* ».



DANS L'AUDE
100 % Sécurité sociale,
complémentaires : la
SFRD 11 organise le débat.

À l'initiative de la SFRD 11, une rencontre a eu lieu le 28 janvier entre la MGEN et la FSU.

La proximité entre les deux organisations est ancienne, mais depuis des années des

divergences apparaissent avec les orientations choisies par la FNMF. SFR et FSU ont mis en avant leur conception de la protection sociale, rappelé leur attachement aux principes fondateurs de la Sécu et dénoncé les inégalités induites par le double pilotage de la couverture des mêmes

soins par la Sécu et les complémentaires. Ceci est contraire à la revendication du 100 % Sécu. Ont aussi été débattus la taxe Covid, le forfait patient urgences, la cinquième branche Sécu et la protection sociale complémentaire de la Fonction publique, La protection sociale,

une préoccupation majeure à partager avec nos camarades actifs !

DANS LE GERS
La création d'une SFRD
dynamise l'action des
retraité-e-s.

Constatant les dégâts des politiques libérales, des retraité-e-s de plusieurs syndicats

nationaux du Gers tentent de structurer leur activité. La création d'une Section Fédérale Départementale, sans véritable existence jusqu'alors, permettra aux camarades d'autres syndicats nationaux de se retrouver. La reconnaissance institutionnelle comme

ENTRETIEN AVEC MÉLANIE LUCE, PRÉSIDENTE DE L'UNEF

Étudiants en souffrance

« Notre génération subit la précarité de plein fouet, cependant ce n'est pas lié à une opposition entre générations. Si la situation des jeunes (en étude ou non) est si difficile en temps de crise, c'est parce que l'on peine depuis des années à reconnaître l'âge de la vie qu'est la jeunesse. »



© UNEF

Pour Retraités : Quelle est la situation des étudiant-e-s en ce moment ?

Mélanie Luce : La situation des étudiant-e-s est critique : entre la précarité qui a explosé en raison de la crise - notamment avec la perte d'emplois de nombreux-ses étudiant-e-s -, les conditions pédagogiques désastreuses entraînées par les enseignements à distance et des examens dans des conditions particulières, auxquelles il faut ajouter la fracture numérique qui concerne 15 % des étudiant-e-s ainsi que l'isolement social qui conduit bien souvent à des dépressions et à des abandons d'études, les étudiant-e-s sont en train de devenir une génération sacrifiée.

Pour Retraités : Les réponses du gouvernement sont-elles suffisantes ? Que demandez-vous ?

Les luttes de l'UNEF ont permis que des mesures soient prises : restaurant universitaire à 1 euro pour tou-te-s, retour en présentiel à 20 %, protections périodiques gratuites ou encore « chèque psy », gel des frais d'inscription et des loyers CROUS. Cependant, les mesures mises en place sont insuffisantes. Les cam-



© LuisMoliner / AdobeStock

• L'insoutenable
 • solitude.

pus doivent rouvrir à hauteur de 50 % de présentiel pour assurer un véritable suivi pédagogique ainsi qu'un lien social entre étudiant-e-s. Il est aussi nécessaire d'investir dans un plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros pour augmenter le montant des aides au logement de 20 % et celui des bourses de 100 euros par mois et par échelon.

Toutefois, si la crise a fait exploser la précarité étudiante, celle-ci n'est pas nouvelle ; la précarité étudiante est structurelle et les touche depuis des années. Depuis seize ans, l'UNEF publie au mois d'août son « *Enquête sur le coût de la vie étudiante* » et le constat est sans appel : une hausse constante du coût de la vie, qua-

siment toujours plus importante pour les étudiant-e-s que pour le reste de la population : à la rentrée 2020 le coût de la vie était dix-huit fois plus pour les étudiant-e-s que pour le reste de la population. Notre système de protection sociale dans l'Enseignement supérieur est quant à lui défaillant : les trois-quarts des étudiant-e-s sont exclu-e-s du système des bourses et un tiers des boursier-e-s bénéficie d'environ 100 euros par mois. L'UNEF revendique l'allocation d'autonomie qui est une réforme en profondeur de notre système de protection sociale afin de donner à chaque étudiant-e une aide d'un montant au moins égal au seuil de pauvreté.

Pour Retraités : Le gouvernement, les médias tentent d'opposer jeunes et vieux. Qu'en pensez-vous ?

Notre génération subit la précarité de plein fouet, cependant ce n'est pas lié à une opposition entre générations. Si la situation des jeunes (en étude ou non) est si difficile en temps de crise, c'est parce que l'on peine depuis des années à reconnaître l'âge de la vie qu'est la jeunesse. En ce sens, la situation des jeunes est similaire à celle des plus âgé-e-s : le troisième âge mal protégé, la jeunesse en formation pas du tout reconnue comme étant une période de la vie. Les jeunes comme les plus âgé-e-s sont souvent les dernières roues du carrosse, les laissé-e-s pour compte des politiques publiques. À ce titre, nous attendons une réponse politique à nos difficultés et non une opposition stérile avec les autres générations. Seule la solidarité intergénérationnelle nous permettra de freiner les politiques de sous-financement et d'affaiblissement des services publics et de la protection sociale. ❖

Propos recueillis par
Marylène Cahouet

celle des partenaires en dépend. Peut-être aussi bientôt la création d'une publication ? Des aspirations progressistes émergent sur la sécurisation des parcours de vie poussant à mettre en débat nos solutions alternatives dans un contexte où la tendance est plutôt à

s'isoler. Ainsi, la toute nouvelle SFRD a proposé une rencontre aux organisations du Groupe des 9 présentes dans le Gers pour préparer le 31 mars...

EN SEINE-MARITIME
La SFRD 76 affirme sa place dans la FSU.
 Les infos des retraités

sont diffusées dans le bulletin de la FSU76, dans les lettres électroniques, sur le site... S'ils sont présents au CDFD, ils ne se sentent pas toujours assez reconnus en tant que tels. Alors au prochain CDFD, ils présenteront un point d'information sur le

syndicalisme retraité et la problématique de la FGR-FP, en vue de la préparation du congrès national. Dans le 76, c'est le Groupe des 8 (sans la CFTC). Depuis le début, les bonnes relations permettent aux 8 de préparer activement les journées nationales

d'action. SNUIPP, SNES et SNUEP s'y relaient. Le congrès national de la FSU ayant repris la proposition d'un logo spécifique aux retraités, nous l'attendons impatiemment ! Pour le 31 mars, une nouvelle banderole unitaire a été fabriquée avec un logo concocté par la FSU76.

ACTION DU 31 MARS

La piqûre de rappel

Ce mercredi 31 mars, les retraité-e-s ont fait entendre une nouvelle fois leurs voix sous des formes variées selon les départements. Ils et elles répondaient à l'appel unitaire des organisations du Groupe des 9 avec un fort souci de visibilité.

Malgré les conditions difficiles, ce sont très majoritairement des rassemblements qui ont réuni des milliers de personnes retraitées combatives venues exprimer leur colère, leur amertume et bien évidemment leurs attentes sur des sujets que le gouvernement continue de ne pas, ou très mal, entendre.

Santé, âgeisme, pouvoir d'achat
 Dans les nombreuses délégations auprès des préfectures mais aussi des élus et des ARS, les retraité-e-s ont fait entendre leur condamnation des choix qui ont à ce point fragilisé notre système de santé et leur effacement de voir les mêmes logiques encore à l'œuvre ! Côté vaccination, c'est l'exigence de son accélération et la transparence des dotations qui ont été défendues. Ils et elles ont exprimé leur rejet des propos incitant aux oppositions générationnelles, accusant les « vieux », ces nantis égoïstes, d'être les principaux respon-

sables des désordres économiques et sociaux. Elles et ils ont rappelé les multiples atteintes à leur pouvoir d'achat depuis bientôt dix ans sous l'effet conjugué des gels et des sous-revalorisations des pensions, des mesures fiscales ciblées et du renchérissement des charges contraintes comme le loyer, l'énergie, les complémentaires santé... Beaucoup ont mis l'accent sur les difficultés

de vie liées au recul des services publics.

Les départements à l'initiative
 Malgré la pandémie, les organisations locales du Groupe des 9 ont poursuivi leurs actions et multiplié les initiatives pour faire reconnaître le droit à l'information, exiger les moyens pour la protection, l'accès aux soins à l'hôpital, en EHPAD et à domicile. La FSU a souvent été l'élé-

ment moteur de propositions avec le souci constant, par ses écrits, ses contacts, de maintenir le lien avec l'ensemble des syndiqués.

Cette affirmation des équipes locales a nourri le Groupe des 9 national et largement contribué à la vitalité et la visibilité des mobilisations du 31 mars. Et le combat n'est pas fini ! ❖

Marylène Cahouet
Jacques Lecoffre



• Avec le groupe des 9,
 • le 31 mars, les retraité-e-s
 • se sont fait entendre.

ÉLOI LAURENT

Et si la santé guidait le monde ?

Comment comprendre la terrible crise de dévitalisation sociale que vivent les Français en ce moment avec les chiffres de la croissance ? Et comment penser que davantage de croissance ne va pas conduire à accélérer encore plus les crises écologiques, avec des conséquences désastreuses pour le bien-être humain ?

Pour Retraités : La pandémie a des conséquences économiques et sociales désastreuses et tous les gouvernements appellent à un retour à la croissance. Quels commentaires faites-vous à ce sujet ?

Je constate que la pensée magique n'est pas du côté que l'on croit : on accuse souvent les partisans d'une sortie de la croissance, dont je suis, d'être de doux rêveurs, mais ce sont les partisans de la croissance qui pensent qu'elle a le pouvoir de tout régler par enchantement. Tout régler avant la crise de la Covid, tout régler après. La réalité est tout autre : le début du XXI^e siècle, qui a vraiment commencé en 2020, est marqué par trois crises connexes dont le PIB et sa croissance ne peuvent, par construction, rien nous dire. Parce qu'il agrège les composantes de la valeur ajoutée, le PIB cache la crise des inégalités sociales. Parce qu'il efface les consommations intermédiaires pour ne comptabiliser que la valeur monétaire, le PIB masque les crises écologiques. Parce qu'il passe sous silence la manière dont la valeur ajoutée est accumulée, le PIB éclipse la crise de la démocratie. Il faut bien comprendre que la pandémie de Covid-19 n'est pas un accident. L'idée que c'est une « crise sanitaire » accidentelle provoquant par contrecoup une crise économique et sociale est totalement fautive : il s'agit d'une crise sanitaire provoquée par le



système économique via la destruction des écosystèmes. Le virus n'est pas tombé du ciel : il vient de ce que nous faisons de la Terre, de notre exploitation irrationnelle du vivant. Les scientifiques qui travaillent sur la frontière homme-animal à travers le monde annoncent cette crise depuis des décen-

« Nous sommes privés de nos liens sociaux parce que nous avons cru pouvoir faire abstraction de nos liens naturels, c'est en renouant les seconds que nous renouerons les premiers. »

nies et nous en avons eu une répétition générale avec le SRAS en 2002-2003. Elle est donc inscrite dans la surexploitation croissante des ressources naturelles par les systèmes économiques fondés sur la croissance, qui atteint aujourd'hui des sommets historiques. Autrement dit, la crise économique sans précédent que nous vivons n'est pas un accident, mais une

incidence : c'est une crise de l'économie par l'économie. Et donc, même si elle est effectivement sans précédent par son ampleur, elle a toutes les chances de se reproduire si nous continuons à détruire notre habitat comme nous le faisons.

L'idée que je défends dans mon livre est assez simple : il faut se réconcilier non pas avec la Nature, mais avec notre vraie nature coopérative. Nous sommes privés de nos liens sociaux parce que nous avons cru pouvoir faire abstraction de nos liens naturels, c'est en renouant les seconds que nous renouerons les premiers.

Pour Retraités : En quoi pour vous le PIB n'est-il pas un référent suffisant ?

Le défaut majeur du PIB est connu depuis sa création en 1934 aux États-Unis : ce n'est pas une me-



© DR

Éloi Laurent
Économiste, il enseigne à Sciences Po, à Ponts Paris Tech et à l'université Stanford (Californie). Il est l'auteur de *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie veut mieux que la croissance* (Les Liens Qui Libèrent, 2020)

les deux plus grandes économies du monde, les États-Unis et la Chine, pour s'en rendre compte. Comment nier que la croissance du PIB est rendue caduque par celle des inégalités et ne profite réellement qu'à une part minuscule de la population qui se réduit comme peau de chagrin (la mirifique croissance américaine, qui a vu le PIB des États-Unis être multiplié par 3 entre 1993 et 2018, a été captée à 85 % par les 10 % les plus riches du pays) tout en induisant un coût écologique et donc humain astronomique de plus en plus tangible pour une large part de l'humanité (en Chine, ce sont près de 1,5 million de personnes qui meurent chaque année de la pollution de l'air engendrée par une croissance dopée aux énergies fossiles) ?

En fait, le PIB et sa croissance ne forment que la richesse superficielle des Nations mais n'en sont pas la cause profonde. « L'indicateur » central chez le père fondateur de l'économie politique, Adam Smith, n'est pas le PIB mais la productivité du travail, dont résulte en partie la croissance économique mais dont l'expansion dessine un horizon de politique publique très différent de celui du PIB, cet horizon faisant des poli-

tiques publiques de santé et d'éducation des priorités, alors qu'elles sont marginalisées dans les systèmes économiques actuels obsédés par la croissance du PIB fondé sur la finance, l'industrie numérique ou les énergies fossiles et qui comptabilise très mal, comme on le sait, la qualité de l'éducation et de la santé.

Pour Retraités : Un partage des richesses plus juste serait-il une alternative suffisante ?

La réduction des inégalités sociales (pas seulement de revenu, mais aussi de santé, d'éducation et toutes les inégalités environnementales comme les inégalités d'exposition à la pollution de l'air qui sont massives en France) est un levier central de la transition, qui n'est pas seulement écologique, mais sociale-écologique. Mais ce n'est qu'un des deux nœuds de ce que j'appelle dans mon livre *« la boucle sociale-écologique »* qui relie les systèmes naturels aux systèmes sociaux. L'autre nœud est ce que j'appelle la « pleine santé ».

La santé apparaît en effet comme la clé du développement humain sous contrainte écologique parce que c'est l'interface entre systèmes humains et écosystèmes. La « pleine santé » (comme on parlait au ^{xx}e siècle de plein-emploi), c'est une santé humaine comprise dans toutes ses ramifications et implications (santé physique, santé psychique, liens sociaux, bonheur, inégalités sociales de santé, santé environnementale, inégalités environnementales, bienfaits des écosystèmes). Pleine santé s'entend donc comme la santé d'une humanité pleinement consciente de l'importance vitale de son environnement et dont les systèmes économiques n'ont de sens et d'avenir qu'encadrés dans la biosphère, qui leur a donné la vie, les nourrit et les emportera dans sa chute si elle devait advenir. Rappelons que nous n'avons réussi dans notre longue histoire qu'à vaincre définitivement un seul vi-



« [...] ma santé ne peut pas s'épanouir en dégradant la tienne. »

rus : la variole, déclarée éradiquée le 9 décembre 1979. Notre existence sur la planète consiste donc fondamentalement à vivre avec plutôt que contre. La pleine santé souligne aussi la solidarité sanitaire entre humains : ma santé ne peut pas s'épanouir en dégradant la tienne. De ce fait, l'investissement dans les relations sociales peut avoir des bienfaits à la fois sanitaires et écologiques. Le lien entre qualité de la vie sociale et santé physique et physiologique est d'une robustesse remarquable. Le lien entre isolement social et matérialisme est moins net mais néanmoins bien établi. Il y a donc tout lieu de pen-

ser que des personnes vivant dans une société centrée sur la qualité des liens sociaux et non la consommation de biens matériels seront en bien meilleure santé ce qui les conduira à accorder plus d'attention et de ressources à la préservation de leur environnement, qui est le garant ultime de leur santé. Je propose dans cette perspective de bâtir un État social-écologique libéré de la croissance visant la pleine santé. Parce que les crises écologiques sont des risques sociaux qui appellent de nouvelles formes de protection collective,

l'État social-écologique doit se constituer au début du ^{xxi}e siècle pour protéger le bien-être humain en mutualisant le risque écologique, comme l'a fait l'État providence avec succès depuis presque un siècle et demi avec tous les grands risques sociaux liés au travail : chômage, vieillesse, maladie, invalidité, etc. Face aux chocs écologiques à répétition auxquels nous faisons face, l'impératif pour les politiques publiques est double : prévention et protection, autrement dit mise en œuvre d'une politique des liens, naturels et sociaux. ❖

Propos recueillis par
Marylène Cahouet & Claude Rivé

POUR EN SAVOIR +

Derniers ouvrages parus

- ▶ *Nos mythologies économiques*, Les Liens qui libèrent, 2016.
- ▶ *Nouvelles mythologies économiques*, Les Liens qui libèrent, 2016.
- ▶ *Notre bonne fortune : Repenser la prospérité*, Paris, PUF, 2017, 72 p.
- ▶ *L'Impasse collaborative : Pour une véritable économie de la coopération*, Paris/61-Lonrai, Les Liens qui libèrent, 2018, 192 p.
- ▶ *Sortir de la croissance : mode d'emploi*, Paris/61-Lonrai, Les Liens qui libèrent, 2019, 205 p.
- ▶ *Et si la santé guidait le monde : L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*, Les Liens qui libèrent, 2020, 192 p.



LA LITTÉRATURE, « UNE ARME POUR PARLER DE L'HISTOIRE »

Les roses noires, Gérard Mordillat



©G. Garlian / Wikimedia commons

Gérard Mordillat est un lanceur d'alerte. Outre le cinéma, il choisit le roman, « *dernier espace où l'expression est véritablement libre* ». Depuis les années 1980, et sans se disperser, il dénonce, soutient les causes justes : le sort des Palestiniens, les luttes contre les méfaits du capitalisme, celles contre les inégalités, pour le droit des femmes... Un tournant avec ce dernier livre, où l'écriture se fait plus abrupte, plus noire, plus pessimiste. La chute sans espoir de retour.

Les roses noires narre sa vision du « jour d'après ». À Deutéronome (le mot est important) en 2028. Comme les humains, le ciel est torturé, « le temps [est] toujours au gris, au jaune brumeux, aux rafales de pluie [...], les bourrelets des nuages ressembl(ai)ent à ceux des intestins ». Dans un décor apocalyptique, les personnages sortent de nulle part. La guerre, le fascisme... car « les militaires ne s'arment pas pour la parade ». Les scènes de combats ressemblent à nos actualités. Et les médias ? « Elles n'ont rien voulu voir, rien voulu entendre, ni rien dire. » Les personnages, pluriels à l'image des sociétés, ont choisi leur camp. Il y a cette bande de cancrelats, les petites mains des « Souchiens », qui adoptent le fascisme par idéologie, par suivisme, par opportunité, par bêtise*.

« Et puis, il y a ceux qui refusent de vivre comme des rats, ceux qui mènent le combat contre leur guerre, celles qui symbolisent la passion, le courage et le respect, les Roses noires... »

Et puis, il y a ceux qui refusent de vivre comme des rats dans cette société déliquescence où l'on est « capable de tuer pour un croissant, une paire de baskets ou un paquet de cigarettes », où « vivre c'était avoir ». Il y a ceux qui refusent « le narcissisme des uns, la mégalomanie, la couardise de la majorité », ceux qui mènent le combat contre leur guerre : « Cette guerre, c'est la leur, pas la nôtre. La nôtre, c'est celle qui se mène en ce moment à chaque coin de rue pour nous libérer du servage ».

Un jeune écrivain rebelle va donc entraîner dans le chaos et la dignité quatre jeunes femmes, les roses noires, celles qui symbolisent la passion, le courage et le respect. C'est clairement une allusion à la Rose blanche, ce réseau de Résistance allemand contre le nazisme créé par des étudiants dont Sophie Scholl.

Un roman militant qui met des images sur des mots, sur des idées nauséabondes. Réaliste, angossant. ❖ **Francine Barre**

* Voir *Comprendre le nazisme* de Joanne Chapoutot.

POUR EN SAVOIR +

Quelques titres de romans

- ❖ 1981 *Vive la sociale ! Mazarine*, 1981 ; Seuil « Point virgule », 1987 (version revue et corrigée).
- ❖ 1984 *Les Cinq Parties du monde*, Mazarine, 1984.
- ❖ 2008 *Notre part des ténèbres*, Calmann-Lévy, 2008.
- ❖ 2011 *Rouge dans la brume*, Calmann-Lévy, 2011.
- ❖ 2017 *La Tour abolie*, Albin Michel, 2017.
- ❖ 2019 *Ces Femmes-là*, Albin Michel, 2019.
- ❖ 2020 *Les roses noires*, Albin Michel, 2021.

